

Perspectives économiques 2011¹

Service d'analyse économique de l'IRES

Les conditions conjoncturelles se sont nettement améliorées en Belgique durant la seconde partie de 2010. Dans l'industrie et les services, l'activité s'est raffermie et les entrepreneurs estiment à l'heure actuelle que le climat des affaires est redevenu très favorable. De leur côté, grâce à une forte augmentation de l'emploi, les ménages ont retrouvé un niveau de confiance égal à celui qui prévalait avant le déclenchement de la crise économique et financière. Dans ces conditions, le ralentissement de la croissance économique constaté depuis la mi-2010 devrait être passager et nous estimons que la Belgique retrouvera en 2011 des rythmes de croissance économique plus soutenus. Nous avons ainsi revu à la hausse notre prévision de croissance du PIB belge pour 2011. Elle est à présent fixée à 2,4 %, contre 1,9 % dans notre édition d'octobre dernier.

La reprise de l'activité économique mondiale se poursuit...²

Au cours des derniers mois, la reprise de l'activité économique mondiale s'est poursuivie, sous l'impulsion d'une croissance toujours robuste des économies émergentes mais aussi en raison de la poursuite du redressement de l'activité dans les principales économies industrialisées. Ainsi, au troisième trimestre de 2010, la croissance économique en rythme trimestriel s'est affichée à 0,6 % aux Etats-Unis, 1,1 % au Japon, 0,8 % au Royaume-Uni, et à 0,4 % en zone euro où la croissance est avant tout tirée par l'économie allemande alors que l'activité économique dans les pays plus fragiles de la périphérie peine à se renforcer. Le redressement économique mondial a donné lieu récemment à une remontée assez vive du prix des matières premières, notamment du baril de pétrole dont la cotation s'affichait à 94\$ au début de cette année, soit un niveau qui n'avait plus été observé depuis septembre 2008.

... à un rythme qui a ralenti courant 2010...

Les rythmes de croissance constatés durant la seconde partie de 2010 sont néanmoins en baisse par rapport à leurs niveaux élevés de fin 2009 et début 2010. Ainsi, la production industrielle mondiale a augmenté au troisième trimestre à son rythme le plus faible depuis le début 2009, entraînant un fléchissement de la croissance des échanges internationaux de marchandises. Ce ralentissement est dû

¹ Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de janvier 2011 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <http://www.uclouvain.be/3908.html>.

² Dans l'ensemble de cet article, les symboles suivants sont utilisés : *yoq* = pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, *goq* = pourcentage de variation par rapport au trimestre précédent, *mom* = pourcentage de variation par rapport au mois précédent.

ENCADRÉ 1

Résumé des prévisions pour la Belgique

- Notre prévision de croissance du PIB belge est de 2,4 % en 2011.
- Après avoir augmenté de 60.000 unités en 2010, l'emploi n'augmenterait plus que de 22.000 unités en 2011.
- Le nombre de chômeurs diminuerait d'environ 11.000 unités en 2011.
- L'inflation des prix à la consommation devrait atteindre 2,4 % en 2011.
- Le déficit budgétaire des administrations publiques restera élevé en 2011, à 4,3 % du PIB. Le taux d'endettement public atteindrait 99,6 %.

à la disparition des effets positifs liés au restockage des entreprises ainsi qu'au retrait progressif des politiques budgétaires de soutien de l'activité au sein des économies avancées, dans un contexte où les éléments de la demande intérieure privée éprouvent encore quelques difficultés à prendre le relais. En l'occurrence, le niveau historiquement élevé du chômage et la volonté des ménages de se reconstituer un patrimoine pèsent sur les dépenses de consommation, tandis que la présence de capacités de production excédentaires et l'accès encore difficile au crédit bancaire, notamment en zone euro, restreignent les dépenses d'investissement.

... mais qui devrait à nouveau s'accélérer en 2011...

Toutefois, les éléments dont on dispose nous laissent penser que ce ralentissement est passager et que l'activité économique mondiale retrouvera une croissance plus robuste dans le courant de l'année 2011, lorsque les facteurs de croissance autonome se seront renforcés dans les principales économies avancées. En effet, le rétablissement progressif de la situation bilantaire des ménages et l'amélioration de la situation du marché du travail qui est attendue devraient permettre à la consommation privée de progresser plus rapidement, tandis que la remontée des taux d'utilisation des capacités de production découlant de la reprise, le rétablissement de la rentabilité et l'amélioration des perspectives de débouchés devraient amener les entreprises à investir de manière plus consistante. Par ailleurs, en raison de l'absence de pressions inflationnistes, les politiques monétaires devraient rester largement accommodantes au cours des prochains trimestres. Ceci apportera un soutien précieux à l'activité économique, compensant en partie les restrictions budgétaires mises en place ou prévues dans de nombreux pays en vue d'assainir les finances publiques.

Les principaux indicateurs précurseurs d'activité pour l'économie mondiale sont d'ailleurs bien orientés actuellement. Ainsi, l'indice PMI *JPMorgan* se situait en novembre à un niveau indiquant clairement une poursuite de l'expansion de l'activité industrielle mondiale, tandis que l'indicateur *IFO* mondial est à un niveau supérieur à sa moyenne de longue période, même s'il a eu tendance à se replier lors des tout derniers mois. En outre, l'augmentation récente des rendements sur les emprunts publics des pays jugés les plus sûrs, en particulier les Etats-Unis et l'Allemagne, semble indiquer que les perspectives des investisseurs quant à la situation économique à venir se sont améliorées.

... tout en restant modéré.

Malgré le redressement économique en cours depuis un peu plus d'un an, il subsiste au sein des principales économies mondiales un certain nombre de faiblesses spécifiques qui constituent l'héritage plus ou moins direct de la crise économique et financière qui a frappé sévèrement l'économie mondiale. En raison de ces faiblesses, les rythmes de croissance dans ces économies, même s'ils sont attendus

... tout en restant modéré

en hausse, ne pourront probablement pas atteindre les niveaux élevés observés au tournant des années 2009 et 2010.

Plus précisément, aux Etats-Unis, la situation du marché immobilier est toujours loin d'être rétablie, avec notamment des ventes de maisons neuves qui stagnent et une poursuite de la baisse des prix, tandis que le taux de chômage se trouve actuellement à un niveau historiquement élevé. Ces développements défavorables limiteront l'évolution de la consommation des ménages dans les trimestres à venir, ce qui pèsera certainement sur la croissance économique américaine étant donné le poids relativement important des dépenses de consommation dans cette économie.

Au Japon, le revenu réel des ménages stagne, empêchant un rebond des dépenses de consommation. Par ailleurs, l'appréciation récente du taux de change réel du yen a affecté la compétitivité des entreprises japonaises, ce qui est particulièrement néfaste pour l'économie nipponne étant donné sa forte dépendance au commerce extérieur.

La zone euro est quant à elle touchée par des problèmes liés à la dette souveraine de certains membres. En effet, l'ampleur des déficits budgétaires et de la dette publique de ces Etats, en particulier ceux souffrant de problèmes structurels sévères notamment en termes de compétitivité, a éveillé la crainte des investisseurs quant à un éventuel défaut de remboursement. En conséquence, ceux-ci ont réaloué leur portefeuille en vue de limiter leur exposition au risque, ce qui a eu pour effet de faire augmenter les taux d'intérêt sur la dette des pays jugés les plus risqués. La diminution correspondante du prix des obligations publiques concernées

Tableau 1.

Perspectives internationales
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente, sauf
indications contraires)

Sources : CEE, AIECE, OCDE, FMI, INS
Prévisions : IRES

	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^P	2011 ^P
Produit intérieur brut							
Etats-Unis	3,1	2,7	2,0	0,0	-2,6	2,8	2,6
Japon	1,9	2,0	2,3	-1,2	-5,2	4,4	1,8
Zone euro	1,8	3,2	2,9	0,3	-4,0	1,8	2,1
Prix à la consommation							
Etats-Unis	3,4	3,2	2,9	3,8	-0,3	1,6	1,5
Japon	-0,3	0,2	0,1	1,4	-1,4	-0,8	-0,4
Zone euro	2,2	2,2	2,1	3,3	0,3	1,6	2,0
Commerce mondial	7,6	8,2	6,3	1,8	-11,8	12,5	8,5
Prix du pétrole¹ (\$ par baril)	56,3	65,6	72,7	97,3	61,7	79,8	95,0
Taux directeurs des banques centrales (fin de période)							
Etats-Unis ²	4,25	5,25	4,25	0,00	0,00	0,00	0,00
Zone euro ³	2,25	3,50	4,00	2,50	1,00	1,00	1,00
Taux d'intérêt à court terme⁴ (fin de période)							
Etats-Unis	4,45	5,30	5,00	2,25	0,30	0,30	0,60
Zone euro	2,30	3,60	4,80	3,30	0,60	1,00	1,20
Taux d'intérêt à long terme⁵ (fin de période)							
Etats-Unis	4,50	4,60	4,10	2,40	3,60	3,30	4,30
Allemagne	3,30	3,80	4,30	3,20	3,10	3,00	3,90
Taux de change Euro/US \$ (fin de période)	1,19	1,32	1,47	1,34	1,43	1,34	1,35

¹ Brent de Mer du Nord

² Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux

³ Taux repo de la Banque centrale européenne

⁴ Euro-marché à 3 mois pour Etats-Unis, Euribor pour zone euro

⁵ Rendements des bonds d'Etat sur le marché secondaire (Etats-Unis : emprunts d'Etat à 10 ans; Allemagne : emprunts du secteur public de 7 à 15 ans)

... tout en restant modéré

a occasionné des pertes parfois importantes aux grandes banques commerciales européennes qui y sont les plus exposées. Etant donné que la situation du secteur bancaire européen n'est pas encore pleinement rétablie des dégâts causés par la crise économique et financière mondiale, il est à craindre que ces nouveaux remous pousseront les banques à maintenir des conditions d'octroi des crédits strictes pendant une période prolongée, ce qui pèsera sur les dépenses des ménages et des entreprises dans les trimestres à venir.

D'ailleurs, les évolutions récentes des marchés financiers des principales économies avancées tendent à indiquer que les investisseurs sont bien conscients des risques que font peser ces faiblesses sur les perspectives économiques. En effet, même si la reprise de l'activité économique mondiale semble bien installée et que la plupart des indicateurs conjoncturels sont bien orientés, les cours des actions peinent à se redresser franchement et les rendements des emprunts publics demeurent historiquement bas.

La croissance économique a aussi ralenti en Belgique...

Dans le contexte de ralentissement de l'activité économique mondiale dépeint précédemment, au troisième trimestre 2010 la croissance économique belge a fléchi à 0,4 % en rythme trimestriel, après avoir été de 1 % au trimestre précédent. La croissance des exportations a notamment chuté de 3,7 % à 0,8 %, tandis que la contribution des stocks à la croissance est devenue très largement négative, s'établissant à - 0,8 point. Même si la croissance de la consommation des ménages s'est légèrement renforcée par rapport au deuxième trimestre (0,4 % contre 0,3 %), la croissance des investissements productifs a sensiblement diminué (de 1,3 % à 0,5 %) si bien que la croissance de la demande intérieure s'est affaiblie, passant de 0,5 % à 0,3 %.

Le ralentissement de la croissance a touché l'ensemble des branches d'activité, en particulier le secteur de la construction dont la croissance en rythme trimestriel est passée de 4,4 % au deuxième trimestre à 0,1 % au troisième. Dans l'industrie, le rythme de la croissance, même s'il a diminué, est resté robuste puisque la valeur ajoutée y a progressé de 0,9 % (après 1,3 % au deuxième trimestre), tandis que la croissance dans le secteur des services s'est tassée de 0,5 % à 0,3 %.

En dépit du ralentissement de l'activité économique, la situation sur le marché du travail a continué de s'améliorer au cours des derniers mois. Ainsi, les créations nettes d'emplois sont restées élevées au troisième trimestre, à 11.000 unités, portant à 45.000 le nombre total d'emplois créés depuis le début de l'année. En outre, le nombre de demandeurs d'emploi semble se stabiliser depuis environ un an.

Sous l'effet du renchérissement de l'ensemble des produits énergétiques, la croissance de l'indice général des prix à la consommation a connu une accélération lors des tout derniers mois, celle-ci s'établissant en rythme annuel à 3,1 % en décembre 2010. Toutefois, l'inflation sous-jacente est restée parfaitement contenue jusqu'à présent, celle-ci ne s'affichant qu'à 1,4 % en décembre en glissement annuel, ce qui n'a rien de surprenant dans la mesure où le niveau effectif du PIB demeure nettement inférieur à son niveau potentiel.

... mais elle devrait progressivement se raffermir au cours des trimestres à venir...

Même si le rythme de la croissance s'est affaibli, l'analyse des fondamentaux de l'économie belge donne à penser que la dynamique de reprise économique s'est plutôt consolidée au cours des derniers mois. En effet, portée notamment par les évolutions beaucoup plus favorables qu'anticipées de l'emploi, la confiance des ménages est à présent revenue à un niveau élevé, comparable à celui qui était le sien juste avant le déclenchement de la crise. De plus, la confiance des entreprises,

après avoir montré quelques signes d'hésitation pendant une bonne partie de l'année 2010, s'est à nouveau sensiblement redressée tout récemment. L'appréciation des entrepreneurs s'est améliorée aussi bien en ce qui concerne la situation économique actuelle que les anticipations de l'activité. Par conséquent, nous pensons que le ralentissement n'est que passager et que l'économie belge devrait retrouver des rythmes de croissance plus soutenus dans les trimestres à venir.

... grâce à la demande mondiale...

L'activité économique belge devrait notamment être portée par les exportations. En effet, le redressement de la demande intérieure des principales économies avancées et la poursuite d'une croissance robuste au sein des économies émergentes que nous anticipons devraient permettre un rebond des échanges commerciaux internationaux au cours des prochains trimestres. En l'occurrence, nous nous attendons à ce que l'activité industrielle continue à se redresser au sein de la zone euro, en particulier en Allemagne. Ceci profiterait pleinement aux exportations belges étant donné que nos principaux partenaires commerciaux se situent dans la zone euro et que l'industrie belge est spécialisée dans la production de biens intermédiaires et semi-finis. D'ailleurs, les résultats d'enquêtes réalisées auprès des industries manufacturières indiquent que les carnets de commandes à l'exportation sont actuellement très bien remplis.

... mais aussi grâce au renforcement de la demande intérieure.

Les investissements des entreprises devraient reprendre de façon assez vive en 2011. Les taux d'utilisation des capacités de production sont en effet remontés au-delà de leur moyenne de long terme, la rentabilité s'est bien redressée et les perspectives de la demande future se sont sensiblement améliorées. En outre, les coûts du crédit bancaire demeurent historiquement bas et les conditions d'octroi des crédits semblent s'assouplir. Dans ces conditions, on prévoit que l'investissement productif augmentera de 4,2 % en 2011, après avoir diminué de 1,0 % en 2010.

Pour faire face au renforcement de leur activité, les entreprises ont recommencé à embaucher en 2010. Grâce à l'appui du plan *Win-Win*³, qui constitue un sérieux incitant à l'embauche, la hausse des effectifs fut même considérable, notamment en période de reprise, puisque les emplois créés entre septembre 2009 et septembre 2010 ont plus que compensé les emplois perdus pendant la récession. Les dernières données disponibles indiquent que les créations nettes d'emplois devraient rester positives au cours des prochains trimestres. En effet, les enquêtes de conjoncture indiquent que les intentions d'embauches des entreprises restent très fortes, notamment dans l'industrie, le redressement de l'activité dans l'intérim se poursuit, tandis que le chômage temporaire est en net recul. Nous nous attendons toutefois à ce que le rythme des créations d'emplois en 2011 soit beaucoup plus modéré qu'en 2010. Une première raison est que le chômage temporaire n'est pas encore revenu à son niveau d'avant crise⁴ et que les mesures de réduction du temps de travail mises en place pendant la crise continuent de produire leurs effets⁵. Étant donné que la situation devrait continuer à se normaliser sur le front du

³ Le Plan *Win-Win* est un plan de soutien à l'emploi produisant ses effets sur 2010 et 2011, qui prévoit l'octroi de réductions de cotisations patronales et l'attribution d'une allocation de travail déductible de la rémunération nette à payer dans le cas de l'embauche des moins de 26 ans peu qualifiés, des plus de 50 ans et des personnes au chômage depuis au moins un an. Ces mesures constituent des économies importantes pour les employeurs sachant que l'allocation de travail est de 1100€ ou 1000€ par mois (750€/500€ pour les chômeurs de plus d'un an). Selon les données les plus récentes, 49.000 personnes ont été mises au travail en 2010 grâce à ce Plan.

⁴ Rappelons que les personnes en situation de chômage temporaire, bien qu'elles soient en arrêt de travail, sont comptabilisées dans les statistiques comme des personnes en emploi.

⁵ A ce propos, signalons que le gouvernement en affaires courantes vient d'annoncer que ces mesures étaient prolongées d'un mois, par conséquent celles-ci sont d'application au moins jusqu'au 31 janvier 2011.

... mais aussi grâce au renforcement de la demande intérieure

chômage temporaire⁶ et que les mesures de crise risquent d'être progressivement démantelées en raison du coût qu'elles représentent pour les finances publiques, on peut s'attendre à ce que le temps de travail effectif moyen augmente à l'avenir. En d'autres termes, la croissance de l'emploi devrait à l'avenir être plus faible que la croissance du volume de travail. Par ailleurs, la productivité du travail (horaire, par personne) est historiquement faible, de sorte qu'un relèvement de celle-ci devrait avoir lieu prochainement. Enfin, bon nombre de créations d'emplois qui étaient prévues par les entreprises en 2011 ont probablement été anticipées de quelques mois afin de profiter pleinement de la mesure *Win-Win*⁷. Ces emplois ne seront donc plus à créer à l'avenir. Nous prévoyons que les créations nettes d'emplois ont encore été importantes au dernier trimestre de 2010, de l'ordre de 15.000 unités, portant à 60.000 le nombre total d'emplois créés endéans l'année. En 2011, un ralentissement significatif devrait s'opérer et le nombre d'emplois nets créés ne devrait pas dépasser 22.000 unités endéans l'année.

Etant donné qu'il existe en Belgique une relation ténue entre l'emploi et la consommation des ménages⁸, le redressement de l'emploi acté en 2010 et attendu en 2011 devrait soutenir la hausse des dépenses de consommation en 2011. Comme l'évolution très positive de l'emploi en 2010 n'a pas été suivie d'un rebond très significatif de la consommation, probablement en raison du moral fragile des ménages en première partie d'année, on s'attend à ce que les effets de la hausse de l'emploi se manifestent davantage en 2011. Par ailleurs, les bonnes performances sur le front de l'emploi depuis le début de l'année 2010 ayant dopé la confiance des ménages durant la seconde partie de 2010, on peut penser que ceux-ci se montreront à l'avenir moins frileux en matière de dépenses. Grâce à l'indexation de l'automne 2010 et celle que nous anticipons pour l'été 2011, le pouvoir d'achat des ménages devrait également progresser plus rapidement en 2011 qu'en 2010 : il devrait en effet augmenter de 1,4 %, après avoir progressé de seulement 0,5 % en 2010. Nous prévoyons dès lors une croissance de la consommation privée de 1,8 % en 2011, contre 1,5 % en 2010.

Par ailleurs, la contribution des stocks à la croissance économique devrait également être positive sur l'horizon de projection. En effet, le niveau des stocks de produits finis des entreprises, tel que renseigné par les enquêtes, se trouve toujours sous sa moyenne de long terme. Dès lors, nous considérons que dans un contexte de poursuite de la reprise économique et d'amélioration continue des perspectives de débouchés, les entreprises continueront à reconstituer leurs stocks à l'avenir. Néanmoins, la contribution des stocks serait moindre que celle observée pendant la phase intensive de restockage qui avait succédé immédiatement à la crise économique, lorsque leur niveau se trouvait à un plus bas historique.

Au total, la croissance annuelle moyenne du PIB belge s'établirait à 2,4 % en 2011, après avoir été de 2,1 % en 2010.

Le déficit budgétaire restera élevé en 2011

Dans le cadre des projections macroéconomiques qui viennent d'être présentées, le déficit budgétaire de l'Etat devrait légèrement diminuer en 2011, pour se situer à 4,3 % du PIB, contre 4,7 % en 2010. Le déficit primaire atteindrait 0,8 % du PIB en 2011, contre 1,2 % en 2010. Le taux d'endettement public devrait augmenter très légèrement en 2011, pour atteindre 99,6 % du PIB.

⁶ Selon nos estimations, le nombre de chômeurs temporaires est supérieur d'environ 25.000 personnes par rapport à sa moyenne historique.

⁷ Le régime est en effet nettement plus avantageux pour les entreprises si le contrat est signé en 2010 plutôt qu'en 2011.

⁸ Voir : V. Bodart, T. Lambert, Ph. Ledent et V. Scourneau, «Réduction d'impôts et consommation des ménages en Belgique : une évaluation de l'impact de la réforme fiscale», *Regards Economiques*, n°62 (octobre 2008).

Différents facteurs de risque entourent nos prévisions

Sur un plan négatif, nous identifions deux facteurs principaux de risque. D'une part, sous l'effet notamment d'une augmentation plus forte que prévue de la demande émanant des économies émergentes, le prix du baril de pétrole pourrait rebondir davantage que ce que nous anticipons, amputant le pouvoir d'achat des ménages et pesant sur l'évolution de la consommation privée dans les trimestres à venir.

D'autre part, la reprise économique dans la zone euro pourrait être sévèrement affectée si un pays en proie actuellement à des problèmes budgétaires graves venait à faire défaut sur sa dette. Un tel événement ne manquerait pas de fragiliser à nouveau le secteur bancaire et financier et d'empêcher une normalisation des conditions du crédit. Il pourrait également avoir des répercussions négatives sur la situation budgétaire de certains Etats, notamment si la recapitalisation de certaines banques s'avère nécessaire, de même que sur la confiance des ménages et des entreprises. En outre, le taux de change de l'euro s'en trouverait probablement affaibli, ce qui amplifierait les effets de l'augmentation éventuelle des prix du pétrole qui pourrait se produire par ailleurs.

Sur un plan positif, en réaction à l'amélioration des conditions conjoncturelles et des conditions de financement, les entreprises pourraient augmenter leurs dépenses d'investissement plus fortement que ce nous avons prévu. De même, étant donné le redressement important de l'emploi, la croissance de la consommation en 2011 pourrait être plus soutenue que prévue.

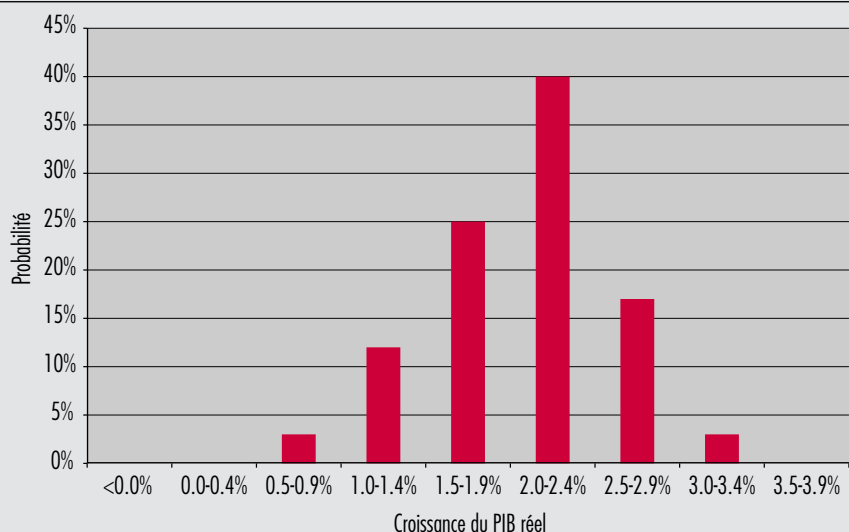
ENCADRÉ 2

La prévision... au-delà du chiffre de croissance du PIB

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, le graphique ci-dessous vise à combler cette lacune d'une manière simple*.

Graphique A. Prévisions de croissance pour 2011

Source : IRES, Service d'analyse économique



* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

Tableau 2.
Prévisions de l'économie belge
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente,
sauf indications contraires)

Sources : ICN; Belgostat, INS Calculs
et prévisions : IRES

	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^P	2011 ^P
PIB	2,0	2,7	2,8	0,8	-2,7	2,1	2,4
Consommation privée	1,3	1,8	1,7	1,4	-0,2	1,5	1,8
Consommation publique	1,2	0,6	2,1	2,5	0,4	1,1	1,2
Investissement	7,5	2,0	6,4	2,4	-4,9	-1,7	3,8
Entreprises	5,2	2,0	7,9	3,4	-7,5	-1,0	4,2
Ménages	10,9	6,4	3,4	-0,6	-3,0	-3,7	1,5
Administrations	15,4	-11,8	4,2	5,5	10,3	-0,5	7,8
Demande intérieure (hors variation des stocks)	2,6	1,6	2,8	1,9	-1,1	0,7	2,1
Variations des stocks ¹	0,4	0,7	0,1	0,0	-1,0	0,3	0,2
Demande intérieure totale	3,0	2,3	2,9	1,9	-2,1	1,0	2,3
Exportations de biens et services	5,0	5,0	4,3	1,4	-11,4	9,9	5,2
Importations de biens et services	6,4	4,6	4,4	2,8	-10,9	8,5	5,1
Exportations nettes ¹	-1,0	0,4	0,0	-1,1	-0,5	1,1	0,1
Prix à la consommation	2,8	1,8	1,8	4,5	-0,1	2,2	2,4
Indice «santé»	2,2	1,8	1,8	4,2	0,6	1,7	2,3
Revenu disponible réel des ménages	0,4	2,7	2,0	1,4	1,6	0,5	1,4
Taux d'épargne des ménages ²	15,4	16,2	16,7	17,3	18,5	17,7	17,3
Emploi intérieur	1,4	1,2	1,6	1,7	-0,4	0,7	0,7
Demandeurs d'emploi inoccupés	3,4	-1,4	-9,5	-5,2	9,8	2,4	-1,0
Taux de chômage ³	8,4	8,3	7,5	7,0	7,9	8,0	7,9
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-2,3	0,3	-0,2	-1,2	-6,0	-4,7	-4,3

¹ Contribution à la croissance du PIB

² En pourcentage du revenu disponible

³ Nombre total de chômeurs, en pourcentage de la
population active; concept Eurostat

*Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart,
avec la collaboration de Jean-François Carpentier,
Guy Legros, Vincent Scourneau, Catherine Smith et Géraldine Thiry.
Tous les auteurs sont chercheurs à l'IRES.*

Directeur de la publication :

Vincent Bodart

Rédactrice en chef :

Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,

Vincent Bodart, Thierry Bréchet,

Muriel Dejemeppe, Frédéric Docquier,

Jean Hindriks, François Maniquet,

Marthe Nyssens

Secrétariat & logistique : Anne Davister

Graphiste : Dominos

Regards Économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3

B1348 Louvain-la-Neuve

<http://www.uclouvain.be/en-regards-economiques>

regard-ires@uclouvain.be.

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013